



édito - décembre 2009

36

Avant de vous souhaiter d'excellentes fêtes de fin d'année, je voudrai rappeler ici ce que veut dire, pour nous à Attac, une France meilleure : aider à garder le véritable Etat social et solidaire qu'avait mis en place le Conseil National de la Résistance, c'est-à-dire :

- une protection sociale efficace au meilleur coût,
- un droit du travail dépendant de la loi et non du contrat,
- de véritables services publics non soumis à la rentabilité,
- un espace public protégé des croyances et défendant la laïcité.

Avec, cerise sur le gâteau, la préservation de notre planète, de nos campagnes et de nos villes, débarassées des innombrables produits chimiques retrouvés dans l'air et l'eau, avec une agriculture responsable qui refuse les OGM.

En quelques mots, un Etat qui générerait la " chose publique " en permettant à chacun et chacune d'exercer son pouvoir citoyen - s'informer, s'impliquer et intervenir - et ne suivrait pas l'utopie d'un

" - j'ai fait ceci, dit ma mémoire.  
'est impossible, dit ma conscience.  
Et c'est ma mémoire qui cède "  
E. Nietzsche

" marché pur " et d'une " concurrence libre et non faussée ", notions abstraites et totalitaires (1) qui se traduisent, par ailleurs, par la loi du mieux informé, du mieux né, du plus compétitif, bref par la loi du plus fort !

L'objectif d'Attac est donc de se rapprocher démocratiquement de ce monde abandonné à l'économie et au profit.

Vu ce qui se passe en France, dans le monde et à Copenhague, je terminerai ce billet en pensant qu'Attac a malheureusement encore beaucoup à agir pour voir un jour ce monde meilleur ! Et qu'il y a plus que jamais nécessité, pour ses adhérents, de s'impliquer plus qu'ils ne le font d'une manière générale.

françois bonnes

(1) " La société intégrale " du philosophe Cédric Lagandré aux éditions Flammarion.

" Nous partageons malgré nous avec les totalitarismes le rêve utopique d'une sociabilité pure, d'une société intégrale et sans histoire, dans les deux sens du terme.

Jamais les sociétés ne se montrèrent moins violentes et plus dociles, et jamais pourtant la tranquillité, et la police qui la garantit, ne furent à ce point désirées. Le totalitarisme s'assignait pour but de produire un corps social intégral, parfaitement soudé, saturé de coutures, c'est-à-dire une société sans sujets, sans conflit ni diversité, immédiatement mobilisable dans son intégralité. Or, c'est à certains égards ce même but que la société de contrôle à laquelle nous consentons quotidiennement est tentée, en vertu de sa structure propre, de poursuivre.

De quelle anormalité nous sommes-nous accommodés ? Quelle est la bizarrerie de notre normalité ? Quel sera l'inouï sous lequel les temps futurs, s'il y en a, percevront les temps actuels ? "

## sommaire

- 2 qui est herman van rompuy ?
- 3 techniques de propagande
- 4 un habitat social en pays royannais
- 4 élus au c.a. attac france
- 4 vie des groupes et contacts
- 5 bulletin d'adhésion 2010
- 6 8ème salon du livre des droits de l'homme de saintes
- 6 synthèse de la conférence de J.M. harribey à La Rochelle

## qui est herman van rompuy ?



Le 19 novembre 2009, celui que l'on se contente de nous présenter dans la presse française comme " l'horloger des compromis impossibles <sup>1</sup>", sans parler de ses autres connexions, est nommé au poste de premier président permanent du Conseil européen.

Une semaine plus tôt, Herman Van Rompuy se rendait au Château de Val Duchesse en Belgique pour une réunion du Groupe Bilderberg où, devant l'élite mondiale de la politique et des affaires, il donne dans un discours sa vision quant à la gouvernance de l'Europe. Il y exprime l'idée selon laquelle l'Europe devrait être fédéraliste, à l'image des États-Unis, et devrait pouvoir prélever un impôt au niveau européen.

*« Tout être humain doit choisir entre l'absurde et le mystère. Moi, j'ai choisi le mystère <sup>2</sup>... »*

Herman Van Rompuy, de par ses nouvelles fonctions, " assure, à son niveau et en sa qualité, la représentation extérieure de l'Union <sup>3</sup> ". Mais on peut légitimement se demander dans quelle mesure il est prêt à défendre l'unité du peuple européen et l'importance que constituent ses symboles. En effet, pas plus tard qu'en septembre 2007, et alors qu'il était tout de même ministre d'Etat, un document vidéo le montre regarder d'un air amusé des étudiants nationalistes flamands déchirer le drapeau belge aux cris de " Belgie Barst " (" Belgique Crève ") <sup>4</sup>.

Herman Van Rompuy est l'auteur de la proposition de loi modifiant les lois électorales belges (en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde - BHV), entraînant la perte, pour les francophones, de la possibilité de se faire entendre en français devant les juridictions de Hal-Vilvorde, et enclavant la Région de Bruxelles-Capitale, à 92% francophone, dans un Etat unilingue Flamand. Cette proposition a été votée le 7 novembre 2007 en Commission de l'Intérieur de la Chambre, à majorité flamande, s'appuyant sur les partis nationalistes et fascistes flamands, contre la minorité francophone. Cet épisode fut qualifié de rupture du « pacte des Belges », qui veut qu'une communauté s'abstienne de tout vote sectaire contre une autre communauté. La proposition de loi est actuellement suspendue par une procédure en conflit d'intérêts enclenchée par le Parlement de la Communauté germanophone le 26 octobre 2009.

Herman Van Rompuy, qui devrait être le président de tous les européens dans le respect de leurs différences, a déjà du mal à être le ministre de tous les belges. Il conteste l'existence de nombreuses vexations et discriminations à l'encontre de la minorité francophone qui a été arbitrairement enclavée en Flandre lors du tracé de la frontière linguistique en 1962-1963 : « *Ce qui m'énerve, c'est qu'on essaie de donner de la Flandre une image d'intolérance et de repli sur elle-même ... En Flandre, on n'a pas besoin des Wallons. Culturellement, la Wallonie c'est l'étranger* <sup>5</sup> ». Cette situation, pourtant dénoncée par les plus hautes instances internationales comme le Conseil de l'Europe (mais aussi la Commission européenne, le Parlement européen, l'ONU, etc.), n'a pas empêché Herman Van Rompuy d'être choisi par les membres de ce même Conseil pour en assumer la présidence !

fabrice restier

<sup>1</sup> Jean-Jacques Mevel, « Herman Van Rompuy, le nouveau visage de l'Europe », *Le Figaro*, 20 novembre 2009 – s-ph <http://www.lefigaro.fr/international/2009/11/19/01003-20091119ARTFIG00013-van-rompuy-l-horloger-des-compromis-impossibles-.php>

<sup>2</sup> *Ibidem*.

<sup>3</sup> *Article 15* des versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, Journal officiel de l'Union européenne - 9 mai 2008.

<sup>4</sup> « [http://www.youtube.com/watch?v=A\\_p3-ti5V1o&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=A_p3-ti5V1o&feature=player_embedded) » [http://www.youtube.com/watch?v=A\\_p3-ti5V1o&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=A_p3-ti5V1o&feature=player_embedded)

<sup>5</sup> L'Echo, le 27 septembre 2008

## techniques de propagande (1)

**E**dwards Bernays explique qu'il a décidé d'utiliser les méthodes de propagande militaire (notamment nazi) pour l'économie. A cette fin il déclare avoir inventé le terme " d'industrie des relations publiques " pour transformer le mot de propagande. La fabrique du consentement en est un des résultats. (2) Les campagnes de dénonciation des mouvements sociaux se heurtent aux campagnes de communication et de relations publiques des entreprises qui s'appuient sur une expertise et des ressources financières largement plus conséquentes. Edward Bernays, un expert et un théoricien des relations publiques, décrit ces dernières comme : " l'application de principes scientifiques et de pratiques éprouvées visant à obtenir de la population qu'elle soutiennent certaines idées et projets. Toute personne ou organisation dépend finalement de l'approbation du public et se trouve donc face au problème de d'organiser le consentement du public pour atteindre ses projets et ses buts ".

" On ne peut pas dire la vérité à la télévision : il y a trop de gens qui regardent."

### coluche

(Bernays, 1952). Les relations publiques sont ainsi qualifiées dans les années 1920 " d'industrie du consentement " (Richter, 2004). Baskin définit les relations publiques des entreprises comme un moyen " pour le monde des affaires, d'améliorer leur capacité à faire des affaires (...), de parvenir à mieux anticiper et s'adapter aux tendances et à la demande sociétale. Ce sont les moyens par lesquels le monde des affaires améliore l'exploitation de son environnement " (Baskin, 1997). Les relations publiques des entreprises sont, selon Harold D. Laswell, un de ses théoriciens, " la découverte que la propagande est moins coûteuse que la violence, la corruption, et autres techniques de contrôle " (Laswell, 1935).

- Les techniques et le discours de Victor Lipmann (un des idéologues du néolibéralisme), sur le fait que le peuple doit être guidé par des élites car il est trop ignorant et versatile.
- Il faut bombarder le peuple d'informations secondaires, afin qu'il ne puisse pas distinguer quelles sont les informations essentielles
- Il faut distraire le peuple par les jeux du cirque, ou un scénario plus ou moins fictif afin de détourner son attention des véritables problèmes. Le storytelling est une forme contemporaine de ce principe.(3)
- Orienter l'opinion publique en créant de faux motifs (fausses armes de destruction massive pour la guerre du Golfe, attentat du Reichstag par Hitler, fausse attaque du cuirassé Etats-Uniens par le Vietnam communiste afin de lui déclarer la guerre).
- Les journalistes s'autocensurent plus ou moins consciemment pour rester en place (issus des mêmes classes sociales et des mêmes écoles que les élites politiques).
- Les journalistes qui parviennent au sommet, sont passés par un long processus de cooptation, qui a permis de sélectionner ceux qui ne sont pas trop subversifs.
- Les journalistes savent qu'on les laisse s'exprimer librement tant qu'ils ne dérangent pas trop le système capitaliste en place. Ils sont libres, tant qu'ils ne tirent pas trop sur leur laisse (4)
- Les entreprises capitalistes médiatiques sont financées par la publicité des autres entreprises capitalistes. En outre, elles appartiennent, pour la plupart, à ces mêmes entreprises industrielles ou financières. Par leur dépendance financière, mais aussi du fait d'une forme d'intérêt commun de classe, elles n'ont donc pas intérêt à les attaquer.

- 1 - Tiré du film " Chomsky et compagnie " de Daniel Mermet et Olivier Azam
- 2 - Voir Noam Chomsky, " De la propagande " Editions 10-18
- 3 - " Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits " de Christian Salmon aux éditions La Découverte
- 4 - " Petit cours d'autodéfense intellectuelle ", de Normand Baillargeon, Lux Editeur

thierry brugvin  
notes de daniel guérin

## un habitat social en pays royannais

Sous l'impulsion du groupe local Attac de Royan, un collectif pour " Un habitat social " en pays royannais a vu le jour.

Un constat : le principal bailleur social de Royan, n'a pu satisfaire que 10 % des demandes de logement.

- Un manque crucial de logements pour les personnes salariés.

- La commune de Royan, ne compte aujourd'hui que 3,8 % de logements à loyers modérés.

- Un nombre important d'appartements sont inoccupés de manière permanente.

Pour faire évoluer favorablement cette situation, des citoyens du pays royannais ont constitué ce collectif.

La communauté royannaise est confrontée à un dilemme. Investir à long terme pour développer l'habitat social, où bien accepter que les impôts locaux servent à payer la pénalité des communes qui n'auront pas assez de logements à loyer modéré dans trois ans.

Affaire à suivre !

*jacques biais*

### élus au c.a. attac france

Trouvé	Co-présidente	Aurélie	2719
Azam		Geneviève	2568
Sencébé		Yannick	2127
Coutrot	Co-président	Thomas	2063
Hérin		Hélène	2018
Boudou		Colette	1963
Lambert		Marie-Pierre	1955
Brulant		Valérie	1953
Theulière		Maël	1934
Maurin		Wilfried	1916
Viale		Frédéric	1908
Coiffard-Grosdoy		Geneviève	1880
Coulomb		Jean-Michel	1832
Balvet		Jacqueline	1820
Herreng		Thomas	1765
Lemaire		Frédéric	1697
Perrot		Rozenn	1673
Boudet		Martine	1646
Lucas		Johann	1549
Dupont		Jean-Michel	1486
Cambon		Jacques	1395

### réunion des groupes locaux

1er mardi du mois	Rochefort
3ème lundi du mois	La Rochelle
3ème mercredi du mois	Saintes

### contacts

#### Marenes-Oléron

F. Bonnes 05 46 87 39 29 fr.bonnes@laposte.net

#### La Rochelle

Daniel Guérin 08 72 34 56 89 danguerin@free.fr

Claude Trotin 05 46 56 80 70 claudetrotin@minitel.net

#### Saintes

Marcel Courraud 05 46 90 04 76 marcel.courraud@orange.fr

#### Rochefort

F. Bonnes 05 46 87 39 29 fr.bonnes@laposte.net

Y. Humbert 05 46 97 17 98

#### Saint Jean d'Angély

Marie-Noëlle Bateau 05 46 32 10 92 mnbateau@freesurf.fr

#### Royan

J.C. Garrandeau 05 46 39 20 34

## 8ème salon du livre des droits de l'homme et de la solidarité de saintes

Le 8ème salon du livre des droits de l'homme et de la solidarité de Saintes s'est déroulé du 4 au 6 décembre 2009. Le groupe local Attac de Saintes y a tenu un stand tout au long de cette période. De nombreuses conférences ont eu lieu à l'auditorium de l'Abbaye aux dames. Marcel Courraud nous fait un résumé succinct de l'intervention d'Albert Jacquard, généticien.

D'entrée le professeur Jacquard estime que le nucléaire est un suicide pour l'humanité. Un dixième des bombes existantes suffirait à anéantir l'humanité. Les centrales nucléaires sont certes surveillées, mais les risques d'exploser existent. Pour sauver l'humanité il faut se passer du nucléaire, source de déchets que l'on ne sait pas retraiter entièrement. Ces déchets finaux seront encore plus dangereux dans des milliers d'années.

Il faut protéger la planète Terre et les hommes qui l'habitent.

Puis Albert Jacquard nous retrace la création de la vie sur Terre. La première cellule, la première reproduction sexuée. La nature a inventé le tirage au sort. A partir de deux cellules différentes arrive une troisième cellule différente des deux premières. L'homme est le résultat du tirage au sort. Puis l'arrivée de l'intelligence. Je cite ses propos : " Nous sommes intelligents parce que nous avons fait des rencontres. Collectivement nous avons été performants. Je peux dire " Je " car je suis humain. Ce que nous avons construit avec les autres. L'école est l'endroit pour rencontrer les autres. Petit-homme, je mérite que l'on s'occupe de moi "

Enfin quelques réflexions sur la domination de quelques-uns et notre comportement.

- " Sois un gagnant ! " veut dire que tu fabriques des perdants. Abominable !
- Palmarès ! : vive le sport, à bas le score !
- Démocratie ! : qui raisonne à long terme (pas comme aujourd'hui)
- Les sans papiers ! : des papiers pour personne, nous compris.
- Ne pas créer la place de l'enfant dans la société, mais créer une société où l'enfant aura sa place.
- Penser l'avenir de l'humanité ! Ce que je fais, est-ce bien pour l'humanité ?
- Raisonner globalement.

marcel courraud

## " réguler le climat " conférence de J.M. Harribey à La Rochelle

La crise actuelle est une crise globale, non seulement économique mais sociale et écologique, toutes trois reliées à la dynamique capitaliste c.à.d. une crise de suraccumulation de capital. La nouveauté est la crise de type écologique, marquant l'incapacité de la planète à supporter le rythme et le type de consommation des pays riches.

Même le FMI est obligé de reconnaître que, dans tous les pays, la part des richesses produites qui vont aux salaires est en baisse, entraînant une dégradation de la condition salariale (salaire, protection sociale, droit du travail).

Rappel historique : l'ONU a pris en charge le problème de l'environnement depuis 1972. En 1985, une commission est mise en place qui donne son rapport en 1992 à Rio (notion de développement durable). Il s'agit d'un catalogue d'intentions sur le climat, la biodiversité et les forêts. En 1997, c'est le protocole de Kyoto qui arrive à échéance en 2012. Ce protocole est bâti avec la notion de " soutenabilité faible " c.à.d. qu'il fait le pari que le progrès technique sera capable de faire face pour partie. Les objectifs de Kyoto obligent les pays riches à baisser leur taux d'émission de 5,2% en 2012 par rapport au niveau de 1990.

Comment ? Suivant 3 mécanismes :

- marché de permis d'émission (attribution de quotas aux industriels les plus polluants), mis en place en 2005 en Europe,
- mécanisme de développement propre (MDP) : obtention de quotas suite à des investissements propres dans les pays pauvres,
- mécanisme d'application conjointe (MAC) : idem MDP mais au sein des 38 pays européens.

Cela n'a pas permis d'atteindre les objectifs car les quotas distribués, gratuitement par les Etats aux entreprises (2005 à 2008), ont été trop élevés. Ainsi le prix de la tonne de carbone est tombé à un prix dérisoire (17euros). Associé à l'extrême volatilité du marché du carbone, voici 2 raisons qui n'ont pas incitées les entreprises à investir.

Critique :

- attribution gratuite des permis d'émission,
- la vérification de la capacité additionnelle par l'ONU est impossible,
- Chine, INde, Brésil et Mexique captent à eux seuls les 3/4 des MDP,
- très grand risque spéculatif (prochaine bulle financière).

Résultat de cette politique : + 25,4 % au lieu de -5,2% !

Quels étaient les enjeux de Copenhague ?

- Diviser par 2 les émissions de gaz à effets de serre (GES) d'ici 2050 et donc au moins par 4 dans les pays riches afin d'éviter le risque d'emballlement climatique (stade où les modèles mathématiques des climaticiens sont incapables de prévoir la suite).

- Le plan européen, nommé 3x20, pour -20% de GES, 20% d'économie d'énergie, 20% d'énergies renouvelables, en 2020. Les USA quant à eux ne prévoient qu'une baisse de 7,5% en 2020 alors que le GIEC demande -40% en 2020 et -75% en 2050.

- Intégration des pays du sud dans la régulation du climat : engagement des pays du nord, question des forêts (en équilibre naturel, seules les jeunes forêts absorbent du CO2), question de la terre (spéculation par l'achat de terres au sud par les pays du nord).

Nous demandons l'encadrement de la régulation marchande du climat, l'abandon des MDP et MAC. Il ne faut pas de marché - qui ne résout rien et crée des bulles spéculatives et des fraudes (5 milliards de TVA) - mais des taxes.

Derrière la question du climat se profilent des questions de société : mode de développement, finalité du travail, justice sociale, partage des richesses, migration climatique, rapport de forces géopolitiques.

Le capitalisme dépossède pour s'accroître : l'air, l'eau, la connaissance, le vivant aujourd'hui. Quoi encore demain ?

jean-marie harribey, notes de daniel guérin



**bulletin d'adhésion attac 2010**

Adhésion       Renouvellement       N° de carte

Comité départemental Attac 17       Groupe local

Particulier

NOM (en capitales)       Prénom

Année de naissance       Activité professionnelle, autre

Personne morale

Association       Entreprise       Collectivité locale       Autre

Raison sociale ( en capitales )       Représenté par

Adresse

Code postal       Ville       Pays

Tél.       Mob.       Courriel

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année 2010 la somme (pouvant comporter l'abonnement de 12 euros à Lignes d'Attac) de :

Pour un revenu mensuel de	Cotisation avec Lignes d'Attac	Cotisation sans Lignes d'Attac
0 à 450 euros	13 euros <input type="checkbox"/>	1 euro <input type="checkbox"/>
450 à 900 euros	21 euros <input type="checkbox"/>	9 euros <input type="checkbox"/>
900 à 1200 euros	35 euros <input type="checkbox"/>	23 euros <input type="checkbox"/>
1200 à 1600 euros	48 euros <input type="checkbox"/>	36 euros <input type="checkbox"/>
1600 à 2300 euros	65 euros <input type="checkbox"/>	53 euros <input type="checkbox"/>
2300 à 3000 euros	84 euros <input type="checkbox"/>	72 euros <input type="checkbox"/>
3000 à 4000 euros	120 euros <input type="checkbox"/>	108 euros <input type="checkbox"/>
> à 4000 euros	160 euros <input type="checkbox"/>	148 euros <input type="checkbox"/>
Associations et syndicats	55 euros <input type="checkbox"/>	43 euros <input type="checkbox"/>

Collectivités locales, entreprises nous joindre au 01 41 58 17 40

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association par des moyens :

Humains (temps, compétences)       Matériels (précisez)

Financiers : je procède à un apport supplémentaire de

Compte tenu des dispositions fiscales, pour les personnes imposées sur le revenu, le coût effectif des cotisations et dons est de 34 % des versements.

J'effectue le règlement

Par chèque bancaire      Date d'adhésion/renouvellement

Par carte bancaire      N°       Signature

Date d'expiration       3 derniers chiffres

Je ne souhaite pas que ces renseignements soient communiqués au comité Attac de ma ville, région ou pays

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France (voir ci-dessous).

De plus, j'adhère au Comité départemental Attac 17. Montant de l'adhésion selon les revenus :

2 euros       8 euros       16 euros

Montant de mon règlement      Attac France       Attac 17       Total

Le présent bulletin et le chèque global, à l'ordre d'Attac 17, sont à adresser à Attac 17, Palais des Congrès- 17300 Rochefort